

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article924>

Le 7 Mai du LKP : A propos de "dÃ©mocratie"

- Dossier spÃ©cial LKP - Parti-pris-&-cris... -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 20 mai 2009

Mis Ã jour le : mercredi 20 mai 2009

UGTG.org

[\[JPEG\]](#) LE 7 MAI DU LKP : A PROPOS DE "DEMOCRATIE"

Malgr@ le cot@ assez d'@risoire de la pol@mique soulev@e par l'action du LKP le 7 mai @ Basse-Terre, nous permettons d'y ajouter notre grain de sel. Nous avons la f@cheuse habitude de tendre l'oreille chaque fois que la d@fense des libert@s d@ocratiques est @voqu@e, m@me si c'est le LKP qu'on pr@tend mettre en cause. En m@me temps nous ne pouvons cacher le plaisir que nous @prouvons @ d@gonfler les baudruches, m@me si des amis de longue date se trouvent malencontreusement parmi nos cibles.

Qu'on nous permette, pour commencer, de railler un de nos travers tr@s antillais : le go@ »t de la grandiloquence ; l'enflure des mots comme compensation des fadeurs du r@el. Ainsi donc Victorin Lurel, le pr@sident de la ... R@gion Guadeloupe d@nonce un "coup d'Etat du LKP". Mais Victorin, depuis quand es tu @ la t@te d'un Etat qui puisse @tre victime d'un "coup" ? Pour copier une blague bien connue sur les politiciens bavards, il faudrait d'abord mettre la rivi@re de l'Etat avant de d@noncer le pont du "coup d'Etat" !

Sur sa lanc@e et dans la m@me veine, Lurel @voque l'action du 6 f@vrier 34 comme funeste pr@c@dent historique de la mobilisation du LKP le 7 mai. **Manman !**

Le 6 f@vrier 34 est rest@ dans les m@moires ouvri@res le souvenir d'une violente action des ligues fascistes et royalistes de France pour chasser les Parlementaires du parlement. Des bandes arm@es affrontant la police avec des cris de guerre contre la R@publique, des cris de haine contre la d@mocratie, des discours de sympathie pour Mussolini et Hitler dans un contexte ou ces deux personnages @taient d@j@ au pouvoir. On sait que cet authentique coup de force avait contribu@ @ r@veiller les d@ocrates de Paris, @ les jeter dans la rue avec de puissantes manifestations populaires qui furent @ l'origine du Front Populaire dont V. Lurel est th@oriquement si fier. Mais si, aujourd'hui, le pr@sident de la R@gion Guadeloupe est tr@s t@m@raire dans l'emploi des mots, il l'est bien moins dans l'action de masse. Pour toute r@ponse au "coup d'Etat" des "ligues fascistes" suppos@es du LKP, il s'est prudemment content@ ... **d'ajourner le Congr@ des @lus !**

Mais redevenons s@rieux.

Toute pol@mique sur un @v@nement devrait commencer par l'examen des faits eux-m@mes, ce qui est all@grement oubli@ par pas mal de d@nonciateurs du LKP. Cet "oubli" n'est pas un hasard mais une preuve du vide du dossier de l'accusation. Le LKP avait d@cid@ de manifester le 7 mai @ Basse-Terre sur un sujet pr@cis : les refus d'appliquer les accords de fin de conflit par de nombreux patrons, la complicit@ de l'Etat et l'indiff@rence de beaucoup de Politiques prompts @ tourner la page d'un mouvement social qui n'avait fait que d@ranger leur petit calendrier politicien.

En invitant "la soci@t@ civile" @ prendre part au d@bat initi@ le m@me jour par le Congr@ des @lus du D@partement et de la R@gion, les pr@sidents de ces instances n'ignoraient rien des circonstances. On pouvait m@me penser qu'ils souhaitaient un @change adulte, une confrontation franche - et devant l'opinion publique - entre mouvement social et @lus politiques.

Que s'est-il donc pass@ ce 7 Mai ?

La puissante manifestation du LKP (5000 participant-e-s sans mot d'ordre de gr@ve g@n@rale)se rend au Conseil G@n@ral, s'assied avant l'heure pr@vue des d@bats. Mais plut@t que de continuer notre propre version, prenons celle des intellectuels qui ont pourfendu avec vigueur le LKP dans une d@claration intitul@e "Soutenons les luttes sociales mais d@fendons les principes d@ocratiques".

Le 7 Mai du LKP : A propos de "démocratie"

On y lit : "cette occupation tumultueuse avec intimidation du personnel administratif et déplacement de sièges et de matériels nécessaires à l'organisation de la séance excluait de fait les participants. Un débat serein pouvait difficilement être conduit dans de telles conditions. L'annulation du Congrès s'imposait"

On aura noté le contraste entre la fermeté de la conclusion : "l'annulation s'imposait" et le vague du reste : ce n'est pas le débat qui était impossible mais "un débat serein" qui "pouvait difficilement" être conduit !

Ce qui est frappant c'est l'absence de faits concrets ayant la gravité évoquée. Ah, le LKP a "déplacé des sièges et des matériels nécessaires à l'organisation de la séance". C'est cela qui constitue une "exclusion de fait" des participants ???

Ah, l'occupation s'est faite avec "tumulte", le personnel a été "intimidé". Et c'est cela qui a suffi pour faire fuir nos preux défenseurs de la démocratie contre les ligues du 6 février ??? Alors qu'ils disposaient sur place des médias connus pour leur complaisance avec toutes les ombres de tous les pouvoirs établis !!! Pas de doute.

Avec de tels chevaliers sans peur et sans reproche la démocratie n'a rien à craindre en Guadeloupe ! La vérité est que, à part l'enflure des mots, les croisades de la "démocratie" n'ont rien à se mettre sous la dent. Aucune violence autre que symbolique, aucune bavure dont la presse trahissante n'aurait pas manqué de rendre compte. Force est de reconnaître que le service d'ordre du LKP a assuré, évitant les débordements et les rapages. Au pire, de l'aveu même des accusateurs les plus perspicaces, il n'y aurait eu que du bruit, des sièges déplacés et du personnel intimidé. **On a connu des "coups d'Etat" plus fracassants !**

Faisons à nouveau un effort pour garder notre sérieux.

La pétition des intellectuels et autres "ancien syndicaliste", dans son envolé lyrique, parle du Conseil Général comme "lieu emblématique de l'exercice de la démocratie et cela depuis le lendemain de l'abolition". Bigre, voilà encore les mânes des "nouveaux libres" de 1848 convoqués ! Certains des signataires auraient du se souvenir d'une vieille et salubre distinction faite dans la tradition du mouvement ouvrier entre défense des libertés démocratiques - principe fondamental - et défense des institutions qui prétendent incarner ces libertés mais qui dans un Etat bourgeois et de surcroît colonial n'en sont jamais une expression parfaite. Le mouvement ouvrier s'est toujours avec raison servi de cette institution pour défendre les libertés démocratiques mais l'institution elle-même est loin d'être la démocratie incarnée. Sinon, c'est l'institution elle-même qui se serait insurgée et qui aurait pris le risque de se mettre hors la loi après les massacres du Moule en 1952 ou de Pointe-à-Pitre en 1967. On se serait alors souvenu autrement de cette vénérable institution !

Dans la polémique sur le 7 Mai on a parfois opposé "l'illégitimité des urnes" et "l'illégitimité de la rue". Le raccourci est saisissant mais ne rend pas réellement compte du problème. La question posée par le 7 Mai n'est pas de savoir laquelle des deux illégitimités doit l'emporter mais bien de dire si le peuple ou une fraction de celui-ci a le droit ou non d'interpeller avec la vigueur qu'exige la situation celles et surtout ceux qui prennent des décisions au nom de toutes et de tous parce que mis en place par toutes et par tous, théoriquement du moins. Le LKP n'a pas à notre connaissance prétendu dicter au Congrès ses positions sur les questions fixées à son ordre du jour mais a voulu rappeler que le sien d'ordre du jour n'est pas achevé et que le rôle des élus c'est de s'en occuper par respect pour les dizaines de milliers d'éllecteurs et électrices de ces messieurs et dames qui ont occupé la rue plus de quarante jours et nuits ! Il est caricatural de présenter la rue comme l'expression suprême de la "démocratie directe" qui est une chose trop sérieuse pour être présentée de façon aussi légère mais lorsqu'une fraction aussi importante du peuple se rassemble comme jamais aucune assemblée "emblématique" n'a jamais réussi à le faire, cela constitue non pas un simple fait "social" mais un fait social et politique qui interpelle les élus dignes de ce nom.

Y rÃ©pondre par l'injurieuse comparaison avec les "ligues fascistes" et les accusations saugrenues de "coup d'Etat" est irresponsable et c'est d'abord cela que nos "dÃ©mocrates" sourcilleux auraient du dÃ©noncer.

Un immense chantier de rÃ©flexion s'ouvre devant le LKP et devant tous les dÃ©mocrates sur les notions de dÃ©mocratie reprÃ©sentative, dÃ©mocratie participative, dÃ©mocratie directe. La charge des pÃ©titionnaires contre le LKP est tout sauf une introduction utile Ã ce dÃ©bat.

En guise de premier petit dÃ©but d'approche nous avons une proposition sous forme de question : lorsque qu'un doute aussi massif sur la lÃ©gitimitÃ© des Ã©lus s'insinue dans la population, au lieu de dÃ©bats douteux sur le conflit des lÃ©gitimitÃ©s, n'est-ce-pas le moment d'avancer l'idÃ©e de la rÃ©vocabilitÃ© des Ã©lus, c'est Ã dire du droit pour un nombre donnÃ© - et significatif - de citoyen-e-s de provoquer de nouvelles Ã©lections avant le terme normal des mandats confiÃ©s par le peuple ? Ne serait-ce-pas la meilleure arme contre les tentations de "coups d'Etat" rÃ©els ou fantasmÃ©s ? Il y a peu de chance d'entendre Lurel crier : Chiche ! **Et nos intellectuels ?**

Philippe PIERRE CHARLES [\[1\]](#)

[\[1\]](#) SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral CDMT et dirigeant du GRS Martinique